

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/W/10**

12 juillet 1995

(95-1940)

---

**Comité des sauvegardes**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE CANADA AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 1995.

\_\_\_\_\_

Conformément à la décision du Comité des sauvegardes, et eu égard au paragraphe 7 de l'aérogramme WTO/AIR/78 du 10 mai 1995, j'ai l'honneur de communiquer par écrit au Secrétariat quelques questions et observations adressées au Canada au sujet de sa législation en matière de sauvegardes.

QUESTIONS CONCERNANT LA LEGISLATION CANADIENNE  
EN MATIERE DE SAUVEGARDES

Nous saurions gré au Canada de bien vouloir répondre aux observations ci-après, qui ont trait à ses notifications des lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde (G/SG/N/1/CAN/1F).

1. Présentation des lois notifiées

Le Canada a présenté dans ses notifications le texte original des lois et les modifications pertinentes. De nombreux autres pays qui ont un système législatif semblable à celui du Canada ont présenté dans leurs notifications une version révisée et concise de leurs lois ainsi que les modifications spécifiques.

Existe-t-il au Canada un texte législatif finalisé de ce genre et, dans l'affirmative, le Canada envisage-t-il de communiquer une telle version de sa législation à l'OMC et à ses Membres?

2. Loi sur les mesures spéciales d'importation

Nous croyons savoir que le Canada a une Loi sur les mesures spéciales d'importation qui semblerait avoir un rapport étroit avec les mesures de sauvegarde. Qu'en est-il actuellement de cette loi et quel est son rapport avec les mesures de sauvegarde?

3. "Une des causes principales"

Le paragraphe 27 (2) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, qui se rapporte aux marchandises dont l'importation constitue ou menace de constituer une des causes principales d'un dommage grave, précise que ""une des causes principales" désigne une cause à la fois importante en soi et dont par ailleurs l'importance est au moins aussi grande que celle de toute autre cause." Or, l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes prévoit que "Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations." L'Accord n'établit donc pas de distinction fondée sur l'importance relative des causes du dommage.

Comment le Canada explique-t-il cette discordance entre sa loi et l'article pertinent de l'Accord sur les sauvegardes?

4. Conditions requises pour appliquer de nouveau des mesures de sauvegarde

La Loi sur le tarif des douanes canadien a été modifiée par une Loi portant mise en oeuvre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (Lois du Canada 1994, chapitre 47, articles 73 à 99). La modification apportée à l'article 59.1 de la Loi qui consiste à y ajouter un paragraphe (3.2) semble en contradiction avec les paragraphes 5 et 6 de l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes, qui concernent les conditions dans lesquelles une mesure de sauvegarde peut être de nouveau appliquée.

L'article 7:6 est ainsi libellé: "Nonobstant les dispositions du paragraphe 5, une mesure de sauvegarde d'une durée de 180 jours ou moins pourra être appliquée de nouveau à l'importation d'un produit ...". Selon nous, cette disposition signifie que, dans certaines conditions, une mesure de sauvegarde peut être de nouveau appliquée à un produit, mais que la durée de la nouvelle mesure doit être limitée à 180 jours.

Or, l'article 59.1 (3.2) de la Loi modifiée qui figure à la page 222 du document G/SG/N/1/CAN/1 prévoit que: "Les marchandises à l'égard desquelles a été pris, en vertu du paragraphe (1), un décret dont la période d'application a été d'au plus cent quatre-vingts jours peuvent toutefois être assujetties, par décret, à une surtaxe ...". Il apparaît donc que la période pendant laquelle cette mesure est de nouveau appliquée n'est pas limitée à 180 jours, comme l'Accord l'exige. Nous espérons avoir des éclaircissements au sujet de cette contradiction.

5. Listes des marchandises d'exportation et d'importation contrôlées

Les articles 3 à 5 de la Loi canadienne sur les licences d'exportation et d'importation contiennent un exposé du système de listes de contrôle. Le maintien d'un tel système nous préoccupe car il peut aboutir à une limitation des exportations et des importations.

En particulier, les listes qui sont utilisées pour assurer la commercialisation ordonnée à l'exportation ... (article 3.1), et lorsque des marchandises sont importées ou sont susceptibles de l'être ... dans des conditions telles que leur importation ... cause ou menace de causer un dommage ... (article 5 (5)), pourraient être des exemples typiques de mesures prohibées au titre de l'article 11 de l'Accord sur les sauvegardes et de la note qui s'y rapporte.

Nous prions le Canada de bien vouloir préciser comment il se propose de rendre sa législation compatible avec l'Accord.